

## **BULLETIN DE DROITS HUMAINS N° 11**

### **LA GRÈVE AU CATATUMBO**

Par :

*Equipo Jurídico Pueblos  
Projet Accompagnement Solidarité Colombie  
Red de Hermandad y solidaridad con Colombia*

13 juin 2021

Les communautés paysannes du Catatumbo continuent leur action de protestation légitime sur les routes, aux mêmes points de concentration signalés dans les bulletins précédents. Au niveau national, le manque de garanties quant à l'exercice de ce droit persiste. En témoigne une situation qui a été vécue dans la région le 12 juin, caractérisée par l'exercice d'une terreur paramilitaire et d'autres formes de pratiques répressives.

#### ***Terreur paramilitaire***

Vers 20h30 le 12 juin 2021, au point d'Aqualasal, dans la juridiction de la municipalité d'El Zulia, 14 individus sont arrivés (certains en uniforme et d'autres en tenue de camouflage), s'identifiant comme paramilitaires. Ces derniers ont commencé à insulter et à désigner les manifestants comme des « *guerilleros HP* » (guérilleros, fils de pute), à frapper plusieurs paysans (dont un mineur), puis à tirer sur le sol et les gens avec des armes à feu de différents calibres. L'un d'eux portait notamment une mitraillette. Deux manifestants furent blessés par des projectiles d'armes à feu. (Ces informations ont été obtenues par des entretiens avec des manifestants et mises à jour aujourd'hui, 13 juin 2021).

Ces événements se sont déroulés sur une période d'environ 10 minutes, pendant laquelle des moments de terreur et de panique ont été vécus au sein de la communauté. Les paramilitaires ont dépouillé plusieurs paysans de



leurs portefeuilles, volé des gilets de garde paysans, des documents d'identité, de l'argent, 4 motos, les documents de propriété de l'une d'entre elles, et au moins 15 téléphones portables. La grande quantité d'informations personnelles et de données sensibles que ces individus ont emportées est alarmante, compte tenu du contexte régional et de l'histoire des actions paramilitaires contre le mouvement populaire.



### *Absence de réponse adéquate de la part de l'État*

Ce qui s'est passé a été immédiatement signalé aux autorités et une ambulance a été envoyée pour transporter les blessés. Cependant, l'ambulance n'étant pas arrivée à temps, ils ont dû utiliser des véhicules communautaires pour les emmener au poste de santé de La Ye, où les soins leur ont été refusés. Finalement, les paysans blessés par balles ont reçu des soins médicaux à l'hôpital Erasmo Meos de Cúcuta, où ils sont arrivés vers minuit. Pour l'instant, leur état de santé est stable.

Pendant le déplacement d'Agualasal vers Ye avec les blessés, il y a eu une poursuite depuis un véhicule blanc haut de gamme. La police n'est pas arrivée sur les lieux après avoir été informée de la situation. Cependant, ils ont fait une présence inexplicquée au centre médical.

D'autre part, selon ce qui a pu être observé par la communauté paysanne, les paramilitaires sont arrivés à Agualasal du même endroit où l'armée se trouvait deux nuits auparavant.

La permissivité de l'action paramilitaire dans des zones hautement militarisées telles que le Catatumbo montre clairement que ces structures fonctionnent dans le cadre d'une stra-

tégie élaborée par l'État et les élites au pouvoir. Cette correspondance gagne également en évidence lorsque l'on analyse les intérêts qu'ils incarnent et les ennemis qu'ils adoptent. Dans le contexte de la protestation sociale, par exemple, ce sont les dirigeants d'entreprises et les grands secteurs économiques qui ont multiplié les sorties publiques pour déclarer que les manifestant.e.s affectaient l'économie du pays, en utilisant des expressions désobligeantes à leur égard et en appelant les forces de l'ordre à reprendre les rues et les autoroutes par feu et par le sang.

### ***Le travail de défense des droits humains est encore une fois attaqué***



Les défenseur.euse.s de l'*Equipo Jurídico Pueblos* qui ont accompagné le transfert des blessés à l'hôpital de Cúcuta, ainsi que les autres qui ont accompli cette tâche, ont été prié.e.s par le commandant Quiroga de la police nationale de s'identifier et d'indiquer leur lieu de résidence. Cette demande est pour le moins surprenante si l'on considère qu'en raison de la gravité des événements, avant de savoir où localiser la suite qui a emmené les paysans se faire soigner, il aurait été indispensable de s'enquérir de ce qui s'était passé, aspect sur lequel on ne les a jamais interrogé.

### ***Ignorance des droits des victimes***

Contrairement à ce qui précède, la rapidité apparente avec laquelle la CTI a interrogé les victimes est surprenante. Vers 12h25AM, c'est-à-dire au petit matin du 13 juin 2021, des agents de l'entité susmentionnée sont entrés dans le lieu où les blessés étaient soignés à l'Hôpital, et ont procédé à leur interrogatoire. Les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette procédure ne respectent pas les normes minimales de traitement humain et digne qui devraient être garanties dans toutes les procédures et actions de l'État.

### ***La militarisation se poursuit***

Le 13 juin 2021, dans la matinée, une délégation du bureau du médiateur et de l'organisation de défense des droits humains ont accompagné la manifestation sur le terrain. L'*Equipo Jurídico Pueblos* ainsi que différent.e.s représentant.e.s des communautés se sont rendu.e.s sur le lieu de l'agression paramilitaire afin de recueillir des preuves de ce qui s'est passé à des fins d'investigation.

En arrivant sur le site, il y avait une forte présence militaire, où l'on pouvait notamment observer des chars d'assauts, en plus d'une augmentation du nombre de troupes. Dès que la Commission qui devait participer à cet objectif est arrivée, les militaires ont pris — à des fins inconnues — une photographie des membres de cette dernière.

Compte tenu de cette situation, il a été demandé à l'armée et à la police de s'éloigner du site afin de garantir le bon déroulement du processus, ce qui s'est effectivement produit.

